

CONSTANTINE

Grogne à Algérie Télécom

Réunis en assemblée générale, mardi soir à la salle des conférences de la Direction régionale des télécommunications (DRT Constantine), les travailleurs de l'entreprise publique Algérie Télécom, excédés par la dégradation de leur situation socioprofessionnelle «insoutenable», n'écarteront pas de recourir à un mouvement de grève pour faire entendre leur voix.

Dans leur plateforme de revendications adressée au directeur général de l'entreprise et au ministère de tutelle, les travailleurs, réunis en conclave pour débattre de la situation prévalant au sein de leur société, demandent entre autres l'application des dispositions du texte dit référentiel emploi relatif aux modalités régissant la gestion de la carrière professionnelle des employés, et notamment la révision du taux de la prime de rendement individuelle et collectif (PRI-PRC) de l'année 2007 qualifiée par l'ensemble des présents d'«humiliante».

Aussi, les travailleurs de l'entreprise exigent l'application sans délai des dispo-

sitions du référentiel emploi, seul texte, selon eux, à même de leur garantir une gestion équitable et sans complaisance de leur carrière professionnelle.

Ce texte, explique M. Bentarzi, membre de la section syndicale d'Algérie Télécom, affiliée à l'UGTA, est resté depuis son élaboration en 2003 en concertation avec le ministère de tutelle dans les tiroirs

«Après des dizaines d'années de labeur, tout ce que nous demandons, c'est notre droit légitime à la promotion et à l'avancement», clame un employé du service des télégrammes.

Et un autre de parler de «passe-droit et favoritisme dans la promotion de certaines personnes».



Photo : DR

Intervenant à tour de rôle pour parler de leur situation socioprofessionnelle, outrés et scandalisés par le taux médiocre de la prime de rendement, ils se demandent sur quelle base il a été calculé et réclament sa révision.

Les contestataires demandent également le paiement de la prime de déplacement et la mobilisation des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions.

Ce mécontentement généralisé s'il est à imputer

à une gestion des affaires de l'entreprise «discutable» et à la dégradation de leur pouvoir d'achat, il a aussi pour origine l'instabilité qui caractérise «le staff dirigeant depuis l'éclatement en 2003 de l'entreprise des PTT en deux entités».

A l'issue des débats, tous les présents ont été unanimes pour dire que si les choses ne s'arrangent pas et que leurs doléances ne sont pas satisfaites, ils recourront à un mouvement de grève.

Farid Benzaid

MASCARA

Vive tension à Zahana

Les citoyens de la commune de Zahana, dans la wilaya de Macara, n'en finissent pas d'exprimer leur colère avec des revendications qui s'articulent principalement autour de l'emploi. La semaine écoulée, ils avaient déjà manifesté devant le complexe industriel de la localité.

Des incidents ont eu lieu lundi en fin d'après-midi avec des jets de pierres. La protesta a repris hier matin et les protestataires ont tenté de fermer la route menant à Sidi-Bel-Abbès, mais les éléments des brigades anti-émeutes dépêchées sur les lieux les en a empêchés. L'on apprendra en début d'après-midi que les autorités, locales et un responsable de la cimenterie ont reçu les représentants des citoyens aux fins d'apaisement.

Là, un calme précaire était revenu à Zahana, selon une source locale.

M. Meddeber

TIARET

Les employés du filet social observent un sit-in

Près de deux cents employés recrutés au titre du dispositif du filet social dans différentes structures de la wilaya observent, depuis hier matin, un sit-in au niveau de la rue menant au quartier «avenir» dans la partie-sud de la ville. Ces derniers se sont, en effet, regroupés pour dénoncer, au moyen de banderoles, leur surexploitation par les différentes administrations.

Les protestataires dont le nombre a nettement gonflé durant l'après-midi ont revendiqué l'accès aux mêmes droits que les travailleurs permanents, avec tous les avantages sociaux ou, à défaut, leur permanisation du fait que certains se disent stagner depuis dix années, voire plus, dans le cadre du filet social.

L'augmentation des indemnités est l'autre point figurant parmi les doléances des contestataires, dans la mesure où ils ne perçoivent que 3 000 dinars par mois, a tenu à indiquer un gréviste exerçant à l'APC de Tiaret.

De son côté, le wali de Tiaret, qui a reçu au siège de la wilaya un groupe de ces employés mécontents, les a assurés que leur situation était en voie d'être régularisée, conformément aux récentes mesures prises en matière d'emploi, entre autres, la possible fusion entre plusieurs dispositifs existants.

Mourad Benameur

BOUIRA

Colère des commerçants du marché hebdomadaire

Hier mardi, et pour la quatrième fois consécutive, le marché hebdomadaire de M'chedallah a été boycotté par les commerçants qui dénoncent les tarifs excessifs du droit de place.

Depuis plus d'un mois, des dizaines de commerçants au marché hebdomadaire de M'chedallah, qui a lieu chaque mardi, ont décidé de le boycotter pour protester contre l'application de tarifs qu'ils jugent excessifs pour les droits de place, alors que «le travail a sensiblement baissé depuis plusieurs mois», disent-ils.

Pour y remédier, ces commerçants pointent à chaque fois devant le siège de l'APC, propriétaire de ce marché hebdomadaire. Le maire, que nous avons rencontré la semaine passée, nous a affirmé que ce marché a été adjugé à un particulier avec un cahier des charges bien précis.

Aussi, les tarifs pour les

droits de place ne relèvent plus de la mairie mais de l'adjudicataire lui-même. Ce dernier rejette cette accusation, en réfutant être derrière ces augmentations, puisque, selon nos informations, les tarifs appliqués l'étaient déjà par son prédécesseur. Aussi, après ce bras de fer qui n'a que trop duré, les commerçants qui ont boycotté hier le marché, se sont donnés rendez-vous devant le siège de la mairie qu'ils ont assiégé. Dans la même matinée, le

mairie, qui a reçu ces commerçants mécontents, a promis de convoquer, pour aujourd'hui, une assemblée générale extraordinaire afin de régler ce problème.

En effet, aux dernières nouvelles, un règlement à l'amiable aurait été trouvé avec l'adjudicataire, qui a accepté de résilier son contrat avec restitution de la caution, ainsi que le paiement de dommages et intérêts.

Y. Y.

SIG

Des commerçants et de jeunes chômeurs en colère devant le siège de la daïra

Ils étaient plus de deux cents à s'être rassemblés devant le siège de la daïra de Sig, ce mardi matin. Les premiers dénoncent ce qu'ils appellent la répression des services du commerce.

«Ce sont des contrôles non-stop effectués par les agents du commerce», nous dira l'un d'eux, joint par téléphone. «Nous sommes asphyxiés par la répression financière. Nous ne voulons qu'un allègement des procédures de verbalisations. Les jeunes chômeurs ne revendiquent que le travail, rien que le travail.» C'est ce qu'exprime un jeune qui en déclarant : «Nous avons été chassés de la place à proximité du marché où nous faisons du

commerce qui est notre seul moyen de subsistance». L'on apprendra que le chef de daïra était sorti pour pendre langue avec eux mais c'était peine perdue. Notre interlocuteur sera catégorique en dénonçant ce qu'il appelle le mépris affiché par ceux-ci à l'endroit des jeunes qui tentent d'exprimer leurs doléances et ce, avant d'asséner : «Nous demandons son départ.»

Excédé, il nous rapporte les propos qu'aurait tenus le chef de daïra à un citoyen qui lui déclarait qu'il était marié et aspirait à un poste de travail. «Vous n'aviez qu'à ne pas vous marier», lui aurait-il tout bonnement répondu. Dans l'après-midi, le sit-in s'est poursuivi pacifiquement avec une large présence policière.

M. Meddeber

OGGAZ

L'accès à la cimenterie bloqué hier matin

Des jeunes chômeurs, une centaine environ, auraient reconduit leur protestation en bloquant l'accès à la cimenterie à l'aide de pierres et d'arbres.

Les tentatives d'apaisement et les éternelles promesses ne semblaient pas les avoir calmés.

M. M.